

Brochure n° 3212

Accords nationaux
ENTREPRISES DE TRAVAIL TEMPORAIRE
Personnels intérimaires
Personnels permanents

AVENANT N° 2 DU 10 JUILLET 2009
À L'ACCORD DU 8 JUILLET 2004 RELATIF AUX CONTRATS SPÉCIFIQUES
(ART. L. 6325-23 ET L. 6325-24 DU CODE DU TRAVAIL)
NOR : ASET0950947M

Entre :
PRISME,

D'une part, et

La CGT-FO ;
La FNECS CFE-CGC ;
La CSFV CFTC ;
La FS CFTD,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Depuis plus de 25 ans, les partenaires sociaux se sont attachés à créer des dispositifs de professionnalisation innovants afin de faciliter la sécurisation des parcours professionnels des salariés intérimaires.

C'est dans ce contexte qu'a été signé l'accord du 8 juillet 2004 (modifié par avenant du 28 février 2006) qui prévoit la création de dispositifs de professionnalisation spécifiques, et notamment le contrat de développement professionnel intérimaire (CDPI).

Néanmoins, compte tenu de la période économique actuelle particulièrement dégradée, les partenaires sociaux de la branche se sont réunis. Dans une volonté commune de réagir efficacement en faveur de l'emploi intéri-

naire, et sans remettre en cause la cohérence des parcours précédemment créés, ils entendent prendre les mesures urgentes et temporaires nécessaires afin d'assouplir les conditions d'accès au contrat de développement professionnel intérimaire.

En conséquence, l'accord du 8 juillet 2004 relatif à la mise en place de contrats spécifiques dans le cadre de l'article L. 981-4 du code du travail (devenu art. L. 6325-23 et L. 6325-24) est modifié par le présent avenant comme suit :

Article 1^{er}

Modification de l'article 4 « Bénéficiaires » du titre II « Le contrat de développement professionnel intérimaire » :

Le 2^e alinéa de l'article 4 est remplacé comme suit :

« et avoir une pratique de l'entreprise acquise dans le cadre de missions de travail temporaire d'au moins 450 heures travaillées au cours des 18 mois précédant la signature du contrat ».

Article 2

Durée

Le présent avenant est conclu pour une durée déterminée jusqu'au 31 décembre 2010. Il s'appliquera à tous les contrats de développement professionnel intérimaire (CDPI) prenant effet avant le 1^{er} janvier 2011.

Article 3

Entrée en vigueur

Le présent accord entrera en application le lendemain de la publication au *Journal officiel* de son arrêté d'extension.

Article 4

Extension, formalités de dépôt

Le présent avenant fera l'objet des formalités de dépôt et d'extension prévues par le code du travail.

Fait à Paris, le 10 juillet 2009.

(Suivent les signatures.)